

N°457 / 29 novembre 2023

BOXOFFICE

PRO

TOUTE L'ACTUALITÉ DE L'EXPLOITATION ET DE LA DISTRIBUTION CINÉMA

L'actualité des dispositifs avec les partenaires institutionnels

avec

Isabelle Gérard-Pigeaud, Cheffe du département Développement des Publics - Service des publics - Direction des Politiques Territoriales - CNC

Thibaut Gerbail, Chargé de mission jeunesse-référent pass Culture - Bureau des temps de la vie - Sous-direction de la participation à la vie culturelle - Délégation générale à la transmission, aux territoires et à la démocratie culturelle - ministère de la Culture

Léa Luret, Cheffe du service des publics - Direction des Politiques Territoriales - CNC

Eric Rostand, Conseiller cinéma/audiovisuel, médias - Mission Education artistique et culturelle - Direction générale de l'enseignement scolaire - ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse

Elise Veillard - Cheffe du département de l'éducation artistique - Service des publics - Direction des Politiques Territoriales - CNC

Patrick Facchinetti - Délégué général de L'Archipel des lucioles

ÉDUCATION AUX IMAGES

DES RENCONTRES NATIONALES
ENTRE DYNAMISME ET INQUIÉTUDE

INQUIÉTUDE NATIONALE ET ACTIONS INTERNATIONALES POUR L'ÉDUCATION AUX IMAGES



Les participants aux Rencontres nationales de l'Archipel des lucioles, devant la Cinémathèque basque

Alors que les récentes directives de l'Éducation nationale fragilisent les dispositifs de Ma classe au cinéma, les acteurs de terrain sont plus que jamais mobilisés pour les défendre. Ils l'ont exprimé, aux côtés du CNC, lors des Rencontres organisées par l'Archipel des lucioles au Pays basque, qui ont aussi montré que le travail mené localement peut avoir une portée internationale.



Estibaliz Urresola Solaguren présentant son film 20 000 espèces d'abeilles, aux côtés de Xabi Garat, exploitant du Select de St-Jean-de-Luz.

Les coordinateurs Maternelle, École et Collège au cinéma, comme ceux du dispositif Passeurs d'images pour le hors temps scolaire, se sont réunis du 14 au 16 novembre à Saint-Jean-de-Luz, pour des débats et ateliers qui ont montré combien l'engagement pour l'éducation au cinéma ne faiblit pas, riche des partenariats mis en place. Or ce sont bien ces partenariats, entre salles de cinéma, communauté éducative, collectivités territoriales et CNC, qui semblent ignorés par la récente directive du ministère de l'Éducation nationale. En effet, le guide du Remplacement de courte durée (RCD), adressé au mois d'août aux chefs d'établissements du secondaire et qui remet en cause la formation des enseignants comme le visionnement des films en salle, a été élaboré de façon unilatérale par l'Éducation nationale, « sans concertation avec les partenaires », comme l'a souligné Patrick Facchinetti, délégué général de l'Archipel des lucioles. Et surtout, la mesure se traduit déjà par une désaffection de nombreux professeurs de collège et lycée, qui se sont désinscrits des dispositifs... et n'amènent plus leurs élèves au cinéma.

Sidération

Après les réactions des exploitants, entendues lors du congrès de la FNCF en septembre, le débat qui a ouvert ces Rencontres nationales a montré la colère des acteurs de terrain. Les termes de « sidération » et de « violence » sont revenus souvent face à une annonce sans préméditation, y compris au niveau des rectorats. Du côté de la DAAC (Délégation académique à l'action culturelle) de Créteil, « nous n'étions pas au courant, alors que nous sommes chargés d'organiser la formation des enseignants », témoigne Isabelle Bourdon qui a décidé de ne pas appliquer la directive. En Bretagne, où les effets sont particulièrement

flagrants, on dénombre déjà une baisse de 47 % du nombre d'enseignants formés, et un quart de leurs élèves ne participant plus aux dispositifs. De façon générale, les différents coordinateurs voient dans la récente directive « une injonction contradictoire » avec celle du 100 % EAC (Éducation artistique et culturelle) voulue par le gouvernement, et l'impossibilité pour eux de respecter le cahier des charges des dispositifs « Ma classe au cinéma ». Des dispositifs qui, pour rappel, touchent 2 millions de jeunes chaque année, et sont coordonnés au niveau national par l'Archipel des lucioles. L'association, qui a aussi « une mission de plaidoyer », a publié une tribune le 14 novembre, pour demander aux ministres de la Culture et à celui de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, « de confirmer que les formations des enseignants* et les séances de cinéma continueront à être proposées sur le temps scolaire ». Elle a déjà été signée par 1 700 professionnels.

L'Éducation nationale à l'écoute, le CNC à vos côtés

Représentant l'Éducation nationale, Éric Rostand, conseiller cinéma de la mission EAC du ministère, s'est dit « à l'écoute des retours de terrain pour faire des ajustements », et a tenté une première réponse, en précisant que la formation des enseignants devait désormais se dérouler non pas « hors temps scolaire », mais en dehors du « face-à-face pédagogique » avec leurs élèves. Reste à voir si les sorties culturelles relèvent de ce « face-à-face pédagogique » et si le texte peut être amendé en ce sens.

Du côté du CNC, Laurent Vennier, nouveau directeur des politiques territoriales, a bien rappelé combien l'éducation aux images reste « la pierre angulaire de l'action du Centre », avec notamment le déploiement national en 2023 de Maternelle, d'Étudiants au cinéma et de Toute la lumière sur les Segpa, sans oublier l'objectif de doubler le nombre de médiateurs à travers les conventions État/Régions. « L'accès aux lieux culturels, y compris en matière de transports, doit être renforcé », a affirmé Laurent Vennier, « mais aussi l'accès, pour

* Les enseignants participant aux dispositifs visionnent les films en amont – en salle de cinéma – et ont accès à des formations dédiées (analyse filmique ou thématique, approches culturelles, étude des outils d'accompagnement, ateliers pratiques, etc.) leur permettant de travailler sur les œuvres avec leurs élèves.



Élus locaux, représentants de l'Éducation nationale et du CNC, ont ouvert les débats des ces Rencontres, aux côtés des coordinateurs régionaux des dispositifs

tous les enseignants et médiateurs, aux formations et ressources nécessaires, pour que l'accompagnement des enfants et des jeunes puisse se faire toujours avec le même niveau d'exigence et de qualité ». Et d'ajouter que « le CNC est à vos côtés sur l'ensemble de ces sujets ».

Quant à l'idée de renforcer les ciné-clubs, qui est un projet du député Quentin Bataillon et n'émane pas du CNC, la cheffe du service des publics à la direction des territoires, Léa Luret, a précisé que si cela pouvait « mobiliser les jeunes sur tous les fronts, il ne s'agit absolument pas de se substituer aux dispositifs de Ma classe au cinéma, mais au contraire de s'appuyer sur le travail pédagogique déjà fait pour développer la cinéphilie des jeunes en général ».

Autocensure et sujets tabou ?

S'il s'agit en effet de former le public de demain, il est aussi crucial d'accompagner les plus jeunes à la compréhension du monde d'aujourd'hui. Un film comme *Wardi*, qui aborde le sujet des réfugiés palestiniens au Liban à hauteur d'enfants, peut y contribuer, pour peu que les



Nouveaux films au catalogue

Les Rencontres ont permis de présenter de façon détaillée, avec des membres du comité de sélection, les films entrés cette année aux différents catalogues des dispositifs.

Maternelle au cinéma

- Jardins enchantés* (programme de 6 courts métrages d'animation)
- Les Petits Contes de la nuit* (programme de 6 courts métrages d'animation)
- Le Cochon, le Renard et le Moulin* d'Erick Oh
- Le Rêve de Sam et autres courts* (programme de 6 courts métrages d'animation)

École et cinéma

- Microcosmos : le peuple de l'herbe* de Claude Nuridsany et Marie Pérennou
- Rouge comme le ciel* de Cristiano Bortone
- La Flèche brisée* de Delmer Daves
- Maman pleut des cordes* (programme de 4 courts métrages d'animation)
- Le Peuple loup* de Tomm Moore et Ross Stewart

Collège au cinéma

- Little Miss Sunshine* de Valérie Faris et Jonathan Dayton
- The Truman Show* de Peter Weir
- Olga* d'Elie Grappe
- Les Racines du monde* de Byambasuren Davaa
- The Earth is blue as an orange* d'Iryna Tsilyk
- Yuli* d'Iciar Bollain
- Interdit aux chiens et aux Italiens* d'Alain Ughetto
- À nous la liberté* de René Clair
- Le Sommet des dieux* de Patrick Imbert
- Territoires animés* de Florence Miailhe (programme de 5 courts métrages)



Patricia Garouste, psychologue de l'Éducation nationale, Blandine Beauvy, coordinatrice à Ciné32, Emmanuelle Chevalier des Films du Préau, et Mélanie Boissonneau, enseignante-chercheuse

RENCONTRES NATIONALES

enseignants soient formés pour l'expliquer à leurs élèves. Or la décision du recteur de l'académie de Paris de déprogrammer le film, au catalogue de Collège au cinéma, adressée notamment aux CIP (les Cinémas indépendants parisiens, qui coordonnent "Collège"), a choqué les enseignants volontaires qui avaient travaillé sur l'œuvre. Certes, dans le contexte tragique actuel, d'autres ont choisi eux-mêmes d'écarter *Wardi*, ce qui interroge à la fois la notion de censure et d'autocensure face à certains titres des catalogues. La table ronde de haut niveau sur le sujet, à Saint-Jean-de-Luz, est en effet revenue sur les réticences rencontrées en 2022-23, notamment autour du programme de courts métrages *Lumineuses* (Collège au cinéma), à cause de *L'Île jaune* de Léa Mysius qui aborde la tentative de pendaison d'un jeune garçon... mais qui finit bien. Or, ce qui compte, « c'est la façon dont on traite un sujet douloureux, et qu'il y ait de l'espoir après la vision du film », souligne Emmanuelle Chevalier, gérante des Films du Préau, dont *Maman pleut des cordes* est entré récemment au catalogue École et cinéma. Et « il n'y a pas de sujet tabou tant qu'il y a de la pédagogie », confirme Patricia Garouste, psychologue de l'Éducation nationale, soulevant à son tour la nécessité « d'accompagner les films et les enseignants ». On peut regretter que ces derniers, qui avaient prévu de venir avec trois classes voir *La vie est immense et pleine de danger*, projeté au Select pendant ces Rencontres en présence du réalisateur Denis Gheerbrant, aient dû y renoncer à cause du RCD.

Hors temps scolaire et champ social

Mais il n'y a pas qu'à l'école que l'on fait œuvre de pédagogie. Ainsi, le dispositif Passeurs d'images s'adresse aux publics jeunes éloignés du cinéma, principalement ceux des quartiers prioritaires de la ville et des territoires ruraux, mais aussi ceux qui sont handicapés ou hospitalisés. Il s'agit de favoriser leur participation active, tant sur la diffusion – en privilégiant des films art et essai – que sur la pratique cinématographique. Les coordinateurs du dispositif, de Métropole et d'Outre-mer, ont travaillé lors de ces Rencontres à la rédaction d'un nouveau protocole, afin de le moderniser et de le soumettre aux institutions de tutelle que sont le ministère de la Culture,



Denis Gheerbrant (*La vie est immense et pleine de danger*), lors de la table ronde sur le documentaire, où il intervenait aux côtés de Jean-Gabriel Périot (*Affronter l'obscurité*), et Jean-Pierre Thorn (*L'Âcre parfum des immortelles*), dont les films ont été montrés pendant ces Rencontres.



le CNC et l'Agence nationale pour la cohésion des territoires (ANCT). L'idée étant aussi de mobiliser de nouveaux partenaires financiers.

Les coordinations Passeurs d'images travaillent aussi en lien avec l'opération "Des cinés, la vie!", auprès des jeunes accompagnés par la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) et autres structures de prévention. Isabelle Gérard-Pigeaud, cheffe du département développement des publics du CNC, a par ailleurs présenté le programme "Cinéma et citoyenneté", en lien avec les services civiques

gérés par Unis-Cités, qui se déploie dans les établissements scolaires en dehors des heures de cours, mais aussi en salles de cinéma.

Des pistes relevant du champ social que le CNC souhaite développer, selon Laurent Vennier qui s'est dit en demande d'échanges sur le sujet, « pour imaginer ensemble de nouveaux projets ». Échanger, imaginer... C'était bien l'objet de ces Rencontres nationales, dont la prochaine édition aura lieu en décembre 2024 à Cannes.

Cécile Vargoz

Le Sélect à Saint-Jean-de-Luz

Indépendant et privé, le cinéma de Saint-Jean-de-Luz n'en est pas moins très engagé dans les actions d'éducation. Xabi Garat, qui l'exploite avec son épouse Maïté, a repris le flambeau allumé par ses parents dans les années 70, d'abord à Saint-Palais, où il est né, puis à travers l'entente de programmation Saint-Louis (30 établissements du Sud-Ouest aujourd'hui), et enfin avec la reprise des cinémas historiques de Saint-Jean-de-Luz, le Rex qui sera remplacé par Le Sélect, que la famille Garat a reconstruit en 2009 et agrandi d'une 5^e salle en 2016. Un ciné-café chaleureux, à la programmation généraliste et classé art et essai, qui devrait terminer l'année à 220 000 entrées, se rapprochant des 250 000 de 2019.

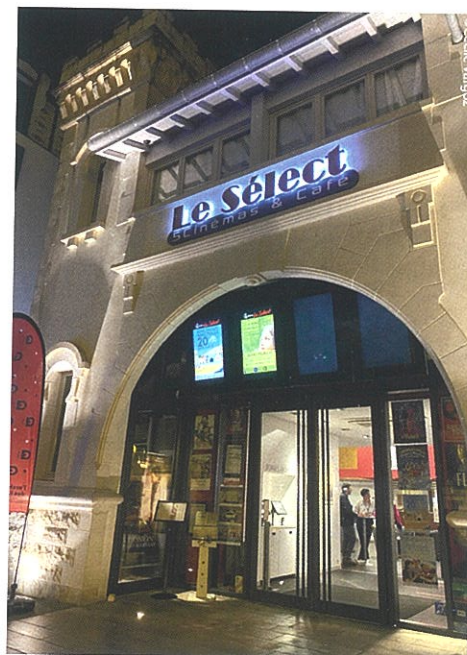
Le Sélect accueille tous les dispositifs scolaires – de Maternelle à Lycéens au cinéma –, et coordonne Collège au cinéma* avec l'association Cinévasion (fédérant 9 cinémas art et essai), dont la particularité est de proposer chaque année un film en langue basque. « Nous avons la chance de travailler avec un super réseau d'enseignants, notamment au niveau d'une petite ville où nous nous connaissons tous, avec lesquels nous avons mis en place un ciné club lycéen, des rencontres

entre élèves et réalisateurs le matin, des ateliers mash-up ou des soirées plus ludiques. »

Le Select emploie une médiatrice à temps plein pour gérer ce volet, financé entièrement sur sa billetterie. « C'est une grande différence avec les exploitants ou structures subventionnées pour ce travail d'éducation, mais il est pour nous essentiel de former les spectateurs de demain, sachant que beaucoup de jeunes ne viennent au cinéma que par le biais des séances scolaires. Et nous retrouvons régulièrement d'anciens élèves devenus techniciens ou travaillant chez des producteurs et distributeurs. »

De façon plus générale, Le Sélect programme une dizaine de films en langue basque par an, systématiquement accompagnés par les cinéastes, et accueille le Festival international du film de Saint-Jean-de-Luz, organisé par la Ville et dédié aux premiers et deuxièmes films. La jeunesse, encore. C.V.

*École et Maternelle au cinéma sont coordonnés par le cinéma l'Atlante de Bayonne, géré par l'association Cinéma & Culture



PAYS BASQUE: QUAND L'ÉDUCATION AUX IMAGES PASSE PAR LE MULTILINGUISME



Isabel Herguera, réalisatrice de *El sueño de la sultana*, a expliqué le processus de création de son film (Prix Irizar au dernier festival de San Sebastián), à travers l'expo qui lui est consacré à la Tabakalera.

Une escapade à San Sebastián, pendant les Rencontres nationales de l'Archipel des lucioles, a montré comment les acteurs culturels, réunis par une langue commune des deux côtés de la frontière, travaillent ensemble à l'accompagnement des films basques auprès des publics jeunes.

Langue régionale dans les Pyrénées Atlantique, langue officielle en Euskadi: le basque est aussi une langue de cinéma, qui enrichit la diversité des actions d'éducation et favorise les partenariats entre Pays basque Sud et Nord. Pour Maitane Eyheramondo de l'association Zukugailua, qui rassemble la filière cinéma côté nord, « il est essentiel de donner du sens à l'euskara, parlé côté français par 20% de la population. L'école ne suffit pas: la pratique culturelle et l'émotion que procure un film rendent la langue réellement vivante. »

Au-delà de la défense de la langue, c'est une évidence pour Xabi Garat, exploitant du Select à Saint-Jean-de-Luz, « de programmer les films qui se font ici: c'est du circuit court ». Cinévasion, qui coordonne Collège au cinéma dans les Pyrénées Atlantique et dont il est le président, intègre donc un 4^e film optionnel en langue basque, que 70% des collégiens concernés viennent voir – le Département, à l'origine du projet, soutient le dispositif et finance le transport. « L'idée est de partager l'ingénierie du modèle national et les ressources du territoire local », explique Anatole Arestegui, chargé de la culture basque au Département. Notamment en coéditant de magnifiques dossiers pédagogiques bilingues avec la Tabakalera (voir ci-contre), dont le directeur, Joxean Fernández, est en admiration totale avec les dispositifs français, « travail magnifique » sans équivalent en Espagne. Celui qui est aussi membre du comité de direction du festival international de San Sebastián – « où nous tenons à ce que tous les films soient sous-titrés en basque » – organise pour sa part des séances scolaires au vélodrome de la ville, qui permet d'accueillir 13 000 enfants tous les matins pendant la période du festival, « ce qui en est peut-être sa plus grande réussite. »

Côté Iparralde, sur les 11 000 élèves fréquentant les écoles primaires bascophones ou bilingues, 4 300 ont participé au dispositif Zineskola, qui propose des films d'animation en euskara dans 11 salles du territoire. Il est toutefois difficile de trouver suffisamment de titres, qui soient à la fois en basque et sous-titrés en français, « et qui s'adressent au jeune public sans rien sacrifier à l'exigence artistique », regrette Simon Blondeau, qui coordonne École et Maternelle à L'Atalante de Bayonne. Il existe davantage de films pour "Collège", notamment sur l'histoire politique du pays basque, qui sont souvent distribués par les producteurs eux-mêmes, comme ceux de Gastibeltza. « Mais nous sommes privés de plus en plus de films dont les droits sont achetés par des plateformes », note de son côté Anatole Arestegui. Pour l'accompagnement en revanche, les talents et techniciens locaux sont nombreux et animent des visites de tournage ou des ateliers et rencontres en salles. Sur l'année 2022/23, 9 films en langue régionale ont ainsi été accompagnés dans la partie basque du département, contre 5 en français. « Depuis trois ans, ce n'est plus de l'expérimentation », se réjouit Xabi Garat, l'idée étant maintenant de l'étendre aux lycées, et « pourquoi pas de doubler ou sous-titrer des films nous-mêmes », avance Anatole Arestegui. Il s'agit aussi de pérenniser le jumelage avec le Pays basque sud et au-delà, d'inspirer toute l'Espagne. Laurent Coulon, attaché culturel et audiovisuel à l'ambassade de France à Madrid, se dit mobilisé pour partager le modèle des dispositifs français, « une éducation à l'image qui s'appuie sur le réseau de salles et de distribution ».

C.V.

Cinéma à la Tabakalera

Ouvert en 2015 dans l'ancienne manufacture de tabac de San Sebastián, le centre culturel contemporain Tabakalera abrite notamment l'importante Cinémathèque basque, membre de la Fédération internationale des archives du film (FIAF), et le festival international du film de San Sebastián. C'est aussi le siège d'une école de cinéma, la Elías Querejeta Zine Eskola (du nom du grand producteur), unique en Espagne car formant aussi à la conservation et à la programmation, en lien avec les ressources et les professionnels de la cinémathèque et du festival.



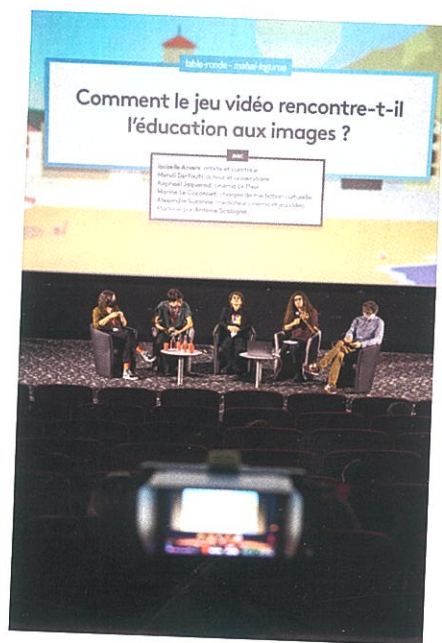
Archipel des lucioles - Ch. Serna Pérez / R. Kovács

RENCONTRES NATIONALES

Focus et ateliers

De nombreux temps d'échanges et de pratique ont été organisés à Saint-Jean-de-Luz.

Jeux vidéo. Organisée avec Imagi'NA, le Pôle régional d'éducation aux images en Nouvelle-Aquitaine, une matinée a été consacrée au jeu vidéo, comme outil de médiation en salle et de socialisation des publics, notamment les plus éloignés du cinéma. Conférence d'universitaires, exemples d'initiatives en salles – avec l'association Playful, Le Pixel Play à Orthez, des actions menées en Bretagne ou à Paris au Forum de images... – et présentation du "Machinima", permettent de créer des œuvres vidéo hybrides à partir de séquences de jeux.



Comett, plateforme pédagogique de courts métrages et actions "clé en mains", conçue en Nouvelle-Aquitaine

Regards féministes au cinéma, avec des intervenantes du Centre Alice Guy.

La Table MashUp et ses nouvelles fonctionnalités

Maternelle au cinéma, diversité des actions et montage de projets

Le court métrage comme outil pédagogique

Le Kit handicaps, prise en main avec les publics, y compris hors temps scolaire

La vie est immense et pleine de dangers, projection-débat en présence de Denis Gheerbrant, pour travailler le film au catalogue École et cinéma

UNE TABLE RONDE ÉDUCATION AU CINEMED

L'Association des cinémas indépendants et itinérants du Languedoc Roussillon (ACCILR) et ceux de Cinephilae pour l'Est de l'Occitanie, ont eux aussi abordé le sujet majeur de l'éducation, pendant le festival de cinéma méditerranéen de Montpellier.



Olivier Demay (Archipel des Lucioles), Luc Cabassot (Cinephilae), Alice Barral (Cinémaginaire), Fabrice Caparros (Ciném'Aude/ACCILR) et Jérémy Bois (Cinema Public Films).

Le Cinemed, qui se déroule pendant les vacances de la Toussaint, n'en a pas moins accueilli sur son premier jour 552 primaires et 604 collégiens, puis 500 lycéens sur le week-end, venus de toute la France. Sans oublier ses séances jeune public et ateliers pour découvrir le festival en famille. « *Le renouvellement des publics est aussi essentiel pour les festivals que les salles* », a rappelé Christophe Leparc, délégué général du Cinemed, lors de la table ronde qui a rassemblé exploitants et institutions de la région, ainsi qu'un distributeur indépendant s'étant "décentralisé" aux alentours de Montpellier, et animée par Aysegül Algan de *Boxoffice Pro*.

Olivier Demay, chargé des dispositifs d'éducation aux images à l'Archipel des Lucioles – et référent pour l'Occitanie – a présenté les chiffres pour la région en 2022/23 : 100 000 élèves pour École et Maternelle au cinéma (sur 1,1 million au niveau national), dans 150 cinémas dont 9 itinérants, et 30 988 pour Collège (483 000 au national), pour 118 cinémas dont 6 itinérants. Et si l'on sait que la participation aux dispositifs reste une démarche volontaire des enseignants, on note de façon générale que « *ce sont de plus en plus les chefs d'établissements qui prennent la décision* ». Particulièrement depuis cette rentrée, avec la directive sur le Remplacement de courte durée [voir pages précédentes] qui limite les sorties et la formation des enseignants.

Pour Lycéens et Apprentis au cinéma, coordonné par Cinephilae pour l'académie de Toulouse, l'accent est mis sur les actions d'accompagnement et les films tournés en région, en travaillant avec l'agence Occitanie Films. « *Plus de 30 000 élèves vont ainsi voir La Traversée de Florence Miatilhe, qui avait peu trouvé son public à sa sortie* », indique Luc Cabassot, délégué général de l'association.

Le poids économique des dispositifs

En effet, les dispositifs scolaires peuvent offrir une seconde vie aux films qui intègrent les catalogues. Pour un distributeur comme Jérémy Bois, directeur associé de Cinema Public Films, « *nous ne prenons pas en compte cette possibilité dans notre modèle économique, mais quand le film est choisi, parfois cinq ans après la sortie, cela permet une remontée de recettes aux ayant-droits, qui permet d'investir dans la création* ». Pour les exploitants, les dispositifs visent

d'abord à former à la cinéphilie et à donner « *aux jeunes le goût de la salle de proximité* », selon Fabrice Caparros, directeur de Ciném'Aude et président de l'ACCILR, mais ils génèrent aussi de l'économie. Avec 1 M€ de recettes (400 000 entrées tous dispositifs confondus) sur un an et une région, « *cela permet à des salles, en milieu rural, d'avoir un tissu d'entrées assuré* », estime Luc Cabassot.

Autre sujet d'inquiétude récurrent : le prix du transport, particulièrement crucial en milieu rural. Alice Barral, médiatrice chez Cinémaginaire, note que sur son secteur des Pyrénées Orientales, « *nous sommes passés de 3 500 élèves il y a 10 ans à 2 500 aujourd'hui, à cause du coût des transports* ». Fabrice Caparros souligne les inégalités entre les territoires, « *sachant que les collectivités ne financent pas les déplacements à la même hauteur* ». Pour les écoles, les coopératives scolaires – alimentées par la participation des parents – peuvent être une solution, tandis que « *le pass Culture, dans lequel on investit 210 M€, devrait se saisir de cette question* », ajoute Luc Cabassot. Et Jérémy Bois a une autre idée : « *Sachant qu'un distributeur ne base pas son modèle économique sur les dispositifs scolaires nationaux, nous pourrions faire un effort sur la répartition des recettes de ces séances, et laisser une part pour les transports. Un petit distributeur comme nous vit grâce au travail des exploitants : il doit simplifier, lui aussi, dans l'éducation aux images* ».

Enfin, si la question des médiateurs, qui manque cruellement aux salles en Occitanie, est revenue dans les discussions, c'est que l'accueil des jeunes en salle est fondamental. « *Aujourd'hui il n'y a plus de projectionnistes, mais des personnels qui accueillent le public et les scolaires. Les exploitants et leurs équipes doivent aussi être formés, pour être capables de présenter les films ou animer un débat* », estime Fabrice Caparros. Et plus largement d'informer sur le bénéfice qu'apporte l'éducation aux images, auprès du grand public et des décideurs, en posant des chiffres. « *Lycéens au cinéma représente 300 000 élèves par an : si l'on dit aux chefs d'établissement : "Vous êtes un acteur culturel local", ils seront plus enclins à libérer les enseignants pour une formation cinéma* ».

Cécile Vargoz